



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Arrêté complémentaire visant à modifier les conditions d'exploitation de la centrale électrique à cycle combiné gaz exploitée par la société Total Energies sur le territoire de la commune de TOUL

n° 2024-0234
N° AOIT 0006208313

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment son article R. 181-45 ;

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'état dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2021-1226 du 29 décembre 2021, portant autorisation environnementale à poursuivre l'exploitation d'une centrale électrique à cycle combiné gaz sur le territoire de la commune de TOUL, et notamment ses articles 28 et 29 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est référencé CM/NW/1062-2022 du 6 janvier 2023 ;

Vu le dossier relatif à la proposition d'implantation de deux nouveaux piézomètres sur le site de TOUL transmis le 18 avril 2023 et complété le 8 novembre 2023 par l'envoi par la société TotalEnergies par courriel du rapport clôturant la phase de construction des deux nouveaux piézomètres et présentant les résultats de la première campagne semestrielle de surveillance ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est référencé CM/2274-2023 en date du 18 juillet 2024 ;

Vu le projet d'arrêté porté le 18/07/2024 à la connaissance du demandeur par voie dématérialisée ;

Vu l'observation présentée par le demandeur sur ce projet par courriel en date du 20 août 2024 ;

Considérant que les dangers et inconvénients générés par l'implantation de deux piézomètres au sein du périmètre de la centrale électrique à combiné gaz exploitée par la société Total Energies sur le territoire de la commune de TOUL pour les intérêts visés à l'article L. 511.1 du code de l'environnement peuvent être prévenus par les prescriptions fixées dans le présent arrêté et par les mesures mentionnées dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter ainsi que dans le dossier de demande de modification;

Considérant que les prescriptions fixées par l'arrêté préfectoral autorisant et encadrant actuellement l'exploitation par la société Total Energies sur le territoire de la commune de TOUL de sa centrale électrique à cycle combiné gaz doivent être actualisées afin d'entériner les dispositions relatives à la surveillance des eaux souterraines et des sols ;

ARRETE

Article 1 :

La société Total Energies - Centrale Electrique Toul, dont le siège se situe 875 rue de l'Escadrille des Cigognes à TOUL, est autorisée à poursuivre l'exploitation de la centrale électrique à combiné gaz sous réserve du strict respect des dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2021-1226 du 29 décembre 2021 modifiées et complétées par les prescriptions fixées par le présent arrêté.

Article 2 :

L'article 2.1 de l'arrêté préfectoral 2021-1226 du 29 décembre 2021 est modifié et complété comme suit :

« Article 2.1- Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées »

Les activités exercées sont visées par les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation
3110	A	Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW.	Turbine à gaz : 790 MW Chaudière de démarrage : 9,64 MW Chaudière de réchauffage n° 1 : 1,9 MW Chaudière de réchauffage n° 2 : 1,9 MW Motopompe : 0,3 MW Groupe électrogène : 2,65 MW Puissance nominale totale : 791,9 MW
4715.2	D	Hydrogène (numéro CAS 133-74-0). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 100 kg mais inférieure à 1 t.	Quantité totale stockée : 160 kg
1.1.1.0	D	<i>Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de piézomètres ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau.</i>	<i>Piezomètres inclus dans un réseau de surveillance</i>

A (Autorisation), E (Enregistrement) ou D (Déclaration) ou NC (Non Classé).

Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique 3110 relative à la combustion et les conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles relatives à la rubrique principale sont celles relatives aux grandes installations de combustion. »

Article 3 :

Les articles 28.1 et 29 de l'arrêté préfectoral 2021-1226 du 29 décembre 2021 sont modifiés comme suit :

« Chapitre 28 - Surveillance de la qualité des eaux souterraines

Article 28.1- Surveillance de la qualité des eaux souterraines

Réseau de surveillance

A compter de la date de notification du présent arrêté, la surveillance des eaux souterraines est exercée a minima au droit des ouvrages piézométriques suivants, tels que localisés sur le plan annexé au présent arrêté :

- Pz1,
- Pz4,
- Pz5.

Fréquence de surveillance et paramètres suivis

Le niveau piézométrique de la nappe phréatique est relevé dans chaque ouvrage lors de toutes les campagnes de prélèvements des échantillons d'eaux souterraines.

*Le contrôle de la qualité des eaux de la nappe est fait à **fréquence semestrielle**, en périodes de basses eaux et de hautes eaux. Les substances polluantes à rechercher et à doser dans les eaux souterraines sont les suivantes :*

- pH ;
- indice hydrocarbure ;
- oxydabilité au KmnO_4 ;
- sodium ;
- métaux (8 éléments traces métalliques)

Les résultats des mesures, commentés et comparés aux valeurs guide de référence en vigueur, sauf impossibilité technique, sont transmis, au plus tard dans le mois suivant la réception des résultats d'analyse, par l'exploitant à l'inspection des installations classées par le biais de la plateforme numérique GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Auto surveillance Fréquentes) – <https://gidaf.developpement-durable.gouv.fr>

Chapitre 29 - Surveillance de la qualité des sols

Article 29.1 - Surveillance de la qualité des sols

En cas de nécessité à la suite d'un événement susceptible d'entraîner une pollution des sols, l'exploitant met en place une surveillance ciblée dont la fréquence, les paramètres et la localisation des points de prélèvements sont à évaluer et déterminer au cas par cas. »

Article 4 : Sanctions administratives

Faute par l'exploitant désigné à l'article 1^{er} du présent arrêté de se conformer à ses prescriptions, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 5 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nancy (par courrier postal à l'adresse suivante : 5, place de la Carrière – Case Officielle n° 20038 – 54036 NANCY Cedex, ou par saisine électronique via le site « télérecours citoyen » – www.telerecours.fr) :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue à l'article R.181-45 du même code.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ou du ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

En application des dispositions de l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la présente décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt de recours contentieux.

Article 6 : Exécution de l'arrêté

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- la société TOTAL Energies à Toul

et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le sous-préfet de Toul
- Monsieur le maire de Toul

et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle en application des dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement.

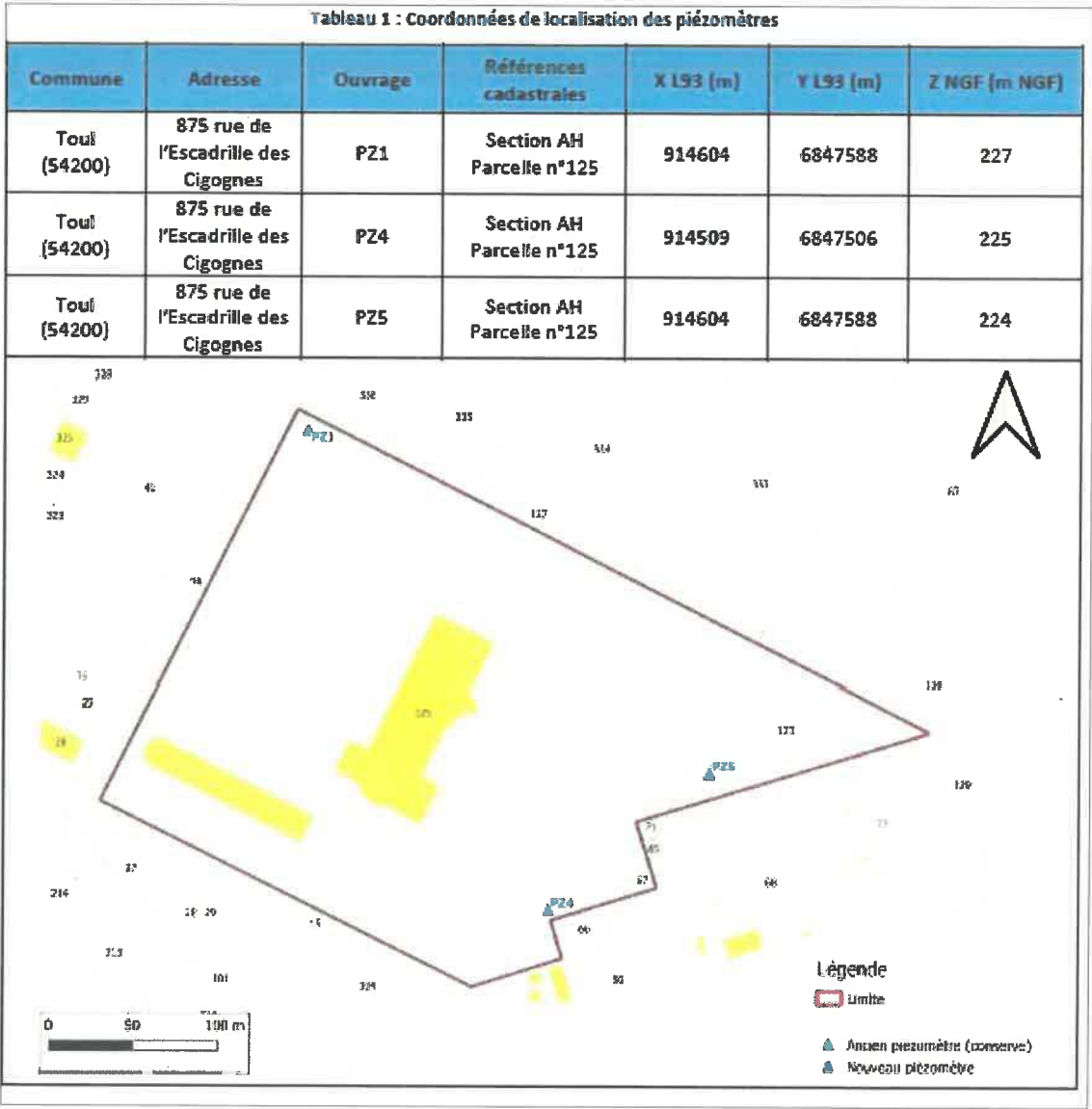
Nancy le
Le Préfet,

06 SEP. 2024



Françoise SOULIMAN

ANNEXE à l'arrêté préfectoral n° 2024-0234 visant à modifier les conditions d'exploitation de la centrale électrique à cycle combiné gaz exploitée par la société Total Energies sur le territoire de la commune de TOUL



PREFECTURE de MEURTHE-et-MOSELLE

Vu pour être annexé à notre arrêté
en date de ce jour
NANCY le, **0 6 SEP. 2024**

Le Préfet,

Françoise SOULIMAN